

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 22 septembre 2023**  
(Convocation du 15 septembre 2023)

Aujourd'hui, le 22 septembre 2023 à 14h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Commande publique - Biodiversité - Consultation relative au marché de travaux pour le seuil de Meillon - Annulation de la délibération du bureau pour l'attribution du marché**

**Exposé des motifs :**

L'exécution des travaux d'aménagement du seuil de Meillon sur le gave de Pau a fait l'objet d'une consultation des entreprises. Ce marché a été attribué sur décision du bureau de l'Institution Adour en date du 26 juin 2023, au groupement d'entreprises CAZAL/NGE.

Or, une nouvelle campagne de mesures topographiques menée à l'été 2023 par les services de l'Institution Adour sur le site du futur chantier a révélé des fortes modifications du fond du lit à l'aval de ce seuil par rapport aux connaissances topographiques antérieures, sur lesquelles était basé le projet d'aménagement du seuil. Ces modifications comprennent en particulier un abaissement du fond du lit à l'aval et donc de la ligne d'eau (environ 50 cm), et d'importants déplacements d'enrochements constitutifs du seuil.

Ces modifications remettent en cause le dimensionnement du projet d'aménagement du franchissement piscicole. En effet, dans ces nouvelles conditions, la modification topographique constatée est équivalente à la marge de sécurité qui avait été prise pour le dimensionnement des dispositifs de franchissement piscicoles et à embarcations. Les dispositifs de franchissement, s'ils étaient réalisés selon les cotes envisagées dans le projet d'aménagement, seraient déjà à leur limite de bon fonctionnement et verraient leur fonctionnalité sensiblement dégradée en cas de nouvelle baisse du fond du lit à l'aval.

La reprise du projet d'aménagement pour prendre en compte cette évolution représente une modification d'ampleur du besoin. Le marché initial, dans ses composantes techniques et financières, n'est donc plus adapté.

Vu les dispositions de l'article R.2185-1 du code de la commande publique,  
Vu la délibération du bureau n°2023\_B\_34 en date du 26 juin 2023 concernant la décision d'attribution de marché relatif aux travaux sur le seuil de Meillon,  
Considérant que les précisions topographiques récemment acquises sur l'aval du seuil nécessitent une modification d'ampleur du projet d'aménagement par rapport à celui qui avait fait l'objet de la consultation pour les travaux,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'annuler la délibération du bureau n°2023\_B\_34 du 26 juin 2023 concernant la décision d'attribution de marché pour les travaux sur le seuil de Meillon,
- de déclarer sans suite cette consultation au motif technique conformément à l'article R.2185-1 du code de la commande publique,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le 29/09/2023

ID : 040-254002264-20230922-230922H1909H1-DE



Fait et délibéré le 22 septembre 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*